

IDÉES • SOCIAL

Thibault Gajdos : « Seules les préférences des plus riches ont une influence sur l'évolution des dépenses sociales »

Dans une société constituée d'égaux du point de vue politique, aucun groupe ne devrait avoir systématiquement une influence plus grande qu'un autre, rappelle le chercheur dans sa chronique.

Par Thibault Gajdos • Publié aujourd'hui à 17h46, mis à jour à 17h46

Article réservé aux abonnés



Emmanuel Macron s'exprime devant 600 maires de France à Grand-Bourgtheroulde (Eure), mardi 15 janvier 2019, donnant le coup d'envoi du grand débat national. JEAN-CLAUDE COUTAUSSE/FRENCH-POLITICS POUR « LE MONDE »

Chronique « Tendances France ». Emmanuel Macron a soigneusement délimité le contour du grand débat auquel il nous convie. Nous pourrions parler des impôts, mais uniquement pour discuter de ceux qu'il conviendrait de baisser en priorité, en précisant les services publics qu'il faudrait réduire en contrepartie. La possibilité de rendre le système fiscal plus redistributif en augmentant certains impôts pour en diminuer d'autres ou pour développer des prestations sociales et des services publics est exclue d'emblée.

Le président de la République justifie cette fin de non-recevoir à l'une des revendications les plus consensuelles exprimées par les « gilets jaunes » par le fait que les réformes fiscales, notamment sur le capital et les revenus qu'il produit, figuraient dans son programme électoral. Elles auraient donc une légitimité démocratique qui les rendrait infrangibles.

Lire aussi | [Pourquoi Macron ne veut pas d'une réforme des droits de succession](#)

Notons tout d'abord qu'Emmanuel Macron exagère la conformité de ses décisions à ses engagements électoraux. En effet, il promettait que « *la réforme de la fiscalité du capital se fera[it] à coût nul* ». En réalité, ces réformes représentent une perte fiscale annuelle de près de 5 milliards d'euros. Par ailleurs, son programme ne mentionnait ni l'exit tax, ni l'impôt sur les successions : il n'était donc tenu ni d'alléger la première, ni d'exclure de réformer le second.

Surtout, comme l'écrivait le politologue américain Robert Dahl (1915-2014), « *une caractéristique essentielle de la démocratie est la réactivité constante du gouvernement aux préférences de ses citoyens, considérés comme des égaux politiques* » (*Polyarchie : participation et opposition*, 1971, traduit en français aux Editions de l'université de Bruxelles en 2016). L'exercice de la démocratie ne saurait donc se réduire à l'exécution mécanique du programme du candidat élu, mais exige une prise en compte de l'évolution des préférences des citoyens tout au long de son mandat.

Préférences divergentes

Bien entendu, les citoyens ont en général des préférences divergentes. Il est donc impossible que les politiques publiques s'ajustent aux préférences de chacun. En revanche, dans une société constituée d'égaux du point de vue politique, aucun groupe ne devrait avoir systématiquement une influence plus grande qu'un autre. En particulier, il ne devrait pas y avoir de lien entre le niveau de revenu des citoyens et leur influence sur les politiques publiques.

Le politologue américain Larry Bartels a analysé le lien entre les dépenses sociales et les préférences des citoyens dans 30 pays démocratiques entre 1985 et 2012 (« *Political Inequality in Affluent Democracies* », Center for the studies of democratic institutions, université de Vanderbilt, 2017). En s'appuyant sur des résultats d'enquêtes internationales, il a évalué la demande en matière de niveau global de dépenses sociales des citoyens en fonction de leurs revenus.

Il a ensuite analysé dans quelle mesure l'évolution des dépenses sociales répondait effectivement à cette demande. Le résultat, confirmé par de nombreux travaux menés aux Etats-Unis, notamment par Martin Gilens, est que seules les préférences des plus riches ont une influence sur l'évolution des dépenses sociales. La question des inégalités de revenus et de patrimoine, d'une part, et celle des inégalités politiques, d'autre part, sont donc étroitement liées.

Lire aussi | [Ecarté du grand débat, l'ISF continue d'empoisonner l'exécutif](#)

Afin de quantifier ce biais de représentativité politique, Larry Bartels a calculé une « *demande effective* » pour une hausse des dépenses sociales, qui tient compte de l'influence de chacun en fonction de son revenu, puis il la compare à ce qu'elle serait si les préférences de tous les citoyens avaient le même poids. Plus l'écart est faible, plus l'égalité politique est forte. Avec un écart de plus de 15 %, la France se situe au 19^e rang sur 30, juste devant les Etats-Unis.

Le grand débat national aurait pu être une occasion unique de corriger les inégalités politiques. En excluant d'avance tout débat sur la redistribution des revenus, le président de la République en fait, au contraire, un moyen de les perpétuer.

 **Thibault Gajdos** est chercheur au CNRS.

Thibault Gajdos (Chercheur au CNRS)
